Revoir nançoise de sciencer Politiques. 1964 - PP. 709 - 737

# La Classe Dirigeante au Maroc

OCTAVE MARAIS

« Quiconque essaie de définir une institution orientale est frappé par le vif contraste avec ce que le terme évoque en Occident. C'est le fluent, « l'affectif », s'opposant à la « règle ». Mais aussi une disponibilité débordant tous les cadres. »

Jacques Berque, « L'univers politique des Arabes », Encyclopédie française, 77-36-1.

ANS L'ANCIEN MAROC ou dans le Maroc actuel, le terme « classe dirigeante » évoque des situations dont on ne peut trouver l'équivalent exact ni en Occident, ni dans le reste du monde arabe. En Occident, la notion de classe dirigeante doit, semble-t-il, s'analyser à partir d'une certaine conception de l'Etat, de la famille, du patrimoine, héritée d'un passé romain ; dans le monde arabe, on aboutit très vite à un bouleversement de ces notions et des valeurs qui les inspirent. Les modèles de comportement, un certain sens de l'honneur et du défi, sont plus proches d'une civilisation de pasteurs nomades et constituent le fond commun de l'arabisme. De plus, en Orient, et jusqu'aux portes du Maroc. l'organisation militaire de la société ottomane a imposé une structure rigide au monde musulman et essaimé des castes dirigeantes qui ne pouvaient maintenir leur domination qu'en refusant de se fondre avec la masse du pays. La conquête coloniale a eu souvent pour effet d'installer une classe dirigeante non musulmane. Mais, au départ, les rapports entre gouvernants et gouvernés n'étaient guère changés et ces pays se trouvaient, de toute façon, mal organisés pour secouer le joug nouveau, faute d'élites nationales.

Au Maroc, l'Etat n'a jamais eu la rigidité militaire qu'aurant pu lui inculquer une conquête turque. L'organisation politique héritee de l'Espagne musulmane s'est maintenue pratiquement jusqu'au moment du protectorat, poursuivant une lente dégradation interrompue parfois par les tentatives d'un sultan énergique, désireux d'imposer des réformes inspirées par la Turquie ou par l'Europe. En outre, on rencontre au Maroc de véritables groupes dirigeants faisant corps avec la masse du pays. Divisés et rivaux, ils ne constituent pas une force véritable du fait de l'absence d'un pouvoir centralisé.

A la fin du xixe siècle, les représentants étrangers en contact avec le Maroc officiel étaient amenés, par une analyse sommaire de la situation, à assimiler l'organisation sociale et politique de ce pays à celle du Moyen Age européen. En fait, la légitimité du pouvoir y était plus ambiguë et reste encore, pour une large part. issue d'un système de valeurs à caractère religieux. Comme dans toute société musulmane, le Coran constitue la base de l'organisation sociale et politique. Mais l'application de ses règles pouvait donner lieu à des interprétations tout à fait divergentes, allant d'une simple reconnaissance du pouvoir spirituel du sultan sans pouvoir temporel, à un pouvoir absolu en tous les domaines. Avant 1912, ces deux situations coexistaient au Maroc sous le nom de « Bled siba » et de « Bled makhzen », et empêchaient le développement d'une véritable classe dirigeante. La réalité politique et administrative du protectorat s'est plaquée sur cette organisation traditionnelle sans bouleverser au départ les structures anciennes. Dans une large mesure, la société marocaine actuelle s'est trouvée façonnée à partir d'une organisation sociale héritée du Maroc d'avant 1912, sur laquelle des structures politiques, économiques et administratives modernes se sont trouvées superposées sans que la transformation de cette société soit encore effectuée en profondeur.

#### I. LE POIDS DU PASSE

Avant 1912, le pouvoir s'exerçait dans un cadre en apparence anarchique, mais où les rapports entre les groupes aboutissaient à une sorte d'équilibre naturel.

Le terme de classe dirigeante ne recouvrait alors une réalité tangible que pour une part relativement superficielle du Maroc, un Maroc officiel et citadin en contact avec les puissances étrangères <sup>1</sup>. Le reste du pays ne sombrait pas pour autant dans l'anarchie, mais les chefs ne pouvaient atteindre, sauf circonstances exceptionnelles, un niveau de puissance durable. Après un temps plus ou moins long, la tribu se débarrassait d'eux et faisait passer leurs biens et leur pouvoir entre les mains d'autres lignages.

Au contraire, dans le Maroc des villes et du pouvoir central, essentiellement arabe, l'on constate l'existence d'une classe dirigeante très structurée, qui se compose d'éléments qui finiront par se fondre pendant la période du protectorat.

On y trouve tout d'abord les familles bourgeoises descendant d'émigrés andalous qui à Fès, Tétouan, Meknès ou Salé se consacrent à l'artisanat et au négoce ; elles sont aussi les principaux dépositaires de la culture islamique (2). Elles contrôlent la commercialisation, à l'intérieur du pays, des produits d'importation dont la consommation s'accroît rapidement au cours du xix siècle (cotonnades, thé, sucre), et rassemblent en contrepartie les produits pour l'exportation (grains, laines, peaux). Assez averties de la situation mondiale par leurs relations d'affaires, elles redoutent alors pour le Maroc une situation identique à celle de l'Algérie, où la classe dirigeante avait été complètement évincée par la colonisation. A la fin du xix siècle, elles finissent par acquérir une influence prépondérante dans l'administration.

Un second groupe est formé par les familles Makhzen qui ont souvent ane origine moins ancienne que les citadins des villes de bourgeoisie. Elles sont plus dépendantes des faveurs des princes et vivent souvent à l'écart du reste de la population. Elles sont généralement issues des tribus arabes « guich » qui eurent pendant longtemps le privilège de fournir les forces armées du sultan. Pour accéder à une certaine notoriété au sein de ce groupe, il fallait appartenir à une famille ayant occupé pendant plusieurs générations des emplois du Makhzen. Mais la faveur du prince pouvait là aussi élever rapidement aux plus hautes dignités des individus qui, du fait de leur origine médiocre, n'étaient pas en mesure de constituer un jour une menace quelconque (3). A la fin du xix siècle, le groupe des familles du Makhzen occupe encore de nombreux emplois du gouvernement et de l'armée (4), mais doit partager le contrôle du Makhzen central avec des éléments issus de la bourgeoisie citadine. En revanche,

<sup>1.</sup> Voir Michaux-Bellaire (Ed.), «L'organisme marocain», Revue du Monde musulman 9, septembre 1909, pp. 1-43.

<sup>2.</sup> Les Oulémas, docteurs de la loi musulmane, sont issus de ce groupe social.

<sup>3.</sup> Voir par exemple la biographie de Si El Medhi Menehbi, ministre du sultan Moulay Abdelazizin, dans Aubin (E.), Le Maroc d'aujourd'hui, Paris, Armand Colin, 1904, pp. 218 sqq.

<sup>4.</sup> Aubin (E.), op. cit., p. 190, donne une bonne description du Makhzen et montre son opposition aux bourgeois des villes.

la plupart des emplois de caïds, au sein des tribus soumises à l'autorité du sultan, leur sont encore dévolus. Quand le pouvoir central est faible, ces caïds sont souvent choisis dans la tribu qu'ils sont chargés de commander. De petites dynasties locales, au pouvoir étendu mais précaire, se forment ainsi; mais, d'une part, les administrés secouent fréquemment le jong d'une tutelle devenue pesante et, d'autre part, le gouvernement desjons d'une tatelle devenue pesante et, d'autre part, le gouvernement desjons d'une tatelle devenue pesante et, d'autre part, le gouvernement desjons le prétexte invoqué le plus souvent est la corruption, mai inévitable, encouragé par un système de gouvernement où les charges sont autribuées au plus offrant.

Il faut enfin mentionner, parmi les membres de la classe dirigeante, des individus ou des familles dont le rôle est autant politique que religieux : les Chorfas, qui trouvent leur place aussi bien dans la société citadine que dans le monde des tribus berbères. Une de leurs fonctions est justement de servir d'intermédiaires entre ces deux univers hostiles. Les Chorfas sont des descendants du prophète dont la filiation est généralement reconnue par un dahir. A ce titre, ils forment une sorte de noblesse religieuse dont le prestige est parfois encore plus vif en pays insoumis que dans les villes traditionnelles (5).

En face de tous ces éléments qui composent la classe dirigeante marocaine, à la fin du xixe siècle, un homme seul et parfois contesté, le sultan, conserve un pouvoir absolu en son principe, mais limité dans ses moyens. Sa personne est l'objet de multiples intrigues. Il est le symbole du pouvoir et nombreux sont ceux qui souhaitent l'exercer par son intermédiaire. Si le sultan est trop réticent, on ira jusqu'à lui susciter un rival à la magistrature suprême. Les règles de dévolution du trône sont assez imprécises pour que toutes les surprises soient possibles. Le pouvoir dispose de si peu de moyens que des tentatives audacieuses ont, à certains moments, des chances de succès dans cette société traditionnelle tellement hiérarchisée mais si peu structurée.

Le Maroc d'avant 1912 ne dispose donc ni d'un Etat ni d'une classe dirigeante structurés, au sens européen de ces termes. Il est probable d'ailleurs que si ces deux éléments avaient existé comme l'équivalent d'un mouvement « Jeune Turc », le protectorat n'aurait pu être établi suivant les mêmes modalités. L'enchevêtrement des divers groupes dirigeants et l'absence d'une organisation qui aurait facilement permis à une minorité décidée d'imposer sa volonté à l'ensemble du pays semblent donc le fait marquant de cette période.

Au xvie siècle, pour réagir contre les premières tentatives de pénétration européenne, le pays avait été secoué par une vaste réaction populaire. Dirigé par les Chorfas, ce mouvement qui unissait le monde des tribus berbères et des cités avait abouti à l'élimination de la dynastie saâdienne. Il avait aussi imposé sa morale austère à l'ensemble du pays, freinant par là l'essor économique et culturel des villes de bourgeoisie. Un mécanisme identique semblait prêt à entrer en fonction à la fin du xixe siècle : mais l'Europe se présentait alors avec d'autres moyens et les dirigeants marocains, aussi bien ceux du Makhzen que ceux des grandes cités, étaient inquiets des résultats d'une attitude de résistance qui aurait exploité le sentiment religieux et xénophobe du monde rural, mais ils se sentaient parfois solidaires, au fond d'eux-mêmes. de ces réactions. Aucune force n'est donc en mesure d'unifier et de moderniser le pays à l'intérieur. Cet ensemble de groupes dirigeants juxtaposés sera en quelque sorte fédéré par le protectorat qui utilisera également le cadre étatique d'un pouvoir absolu mais impuissant, pour y installer un réseau de commandement hiérarchisé.

# II. LE PROTECTORAT Maintien des hommes, substitution des rôles

La dualité des structures est le principe de l'organisation politique et juridique du protectorat. Du sultan au caïd, l'ancien Etat chérifien conserve les apparentes du pouvoir absolu hérité de la période précédente. Mais une hiérarchie administrative parallèle allant du résident général à l'officier d'Affaires indigènes exerce, par le biais commode des autorités marocaines, un pouvoir réel sans limites apparentes.

A l'origine, le système n'avait pas cet aspect caricatural. Des bourgeois de Fès au caïd Goundafi ou au pacha Glaoui, la contribution des anciennes élites à la « pacification » du pays a été une donnée de base de la politique de Lyautey 6. Mais, à côté des anciennes structures de la société marocaine, consolidées par l'exis-

<sup>5.</sup> MICHAUX-BELLAIRE (E.), « Une tentative de restauration Idrissité à Fes ». Revue du Monde musulman 5, mai 1908, pp. 393-424. — MICHAUX-BELLAIRE (E.), « La maison d'Ouezzane », Revue du Monde musulman 5, mai 1908, pp. 23-89.

<sup>6.</sup> Dr Weisberger, Au seuil du Maroc moderne, Rabat, 1947. L'auteur montre, pp. 310 sqq., comment, après les émeutes de Fès en 1912, Lyautey parvint à rétablir la situation à Fès et dans la campagne environnante grâce a l'appui de la bourgeoisie citadine.

tence d'un pouvoir fort et centralisé, le protectorat installe une structure moderne nouvelle, contrôlant aussi bien l'administration que l'économie.

De profondes contradictions et un manque évident d'unité caractérisent les milieux dirigeants français du Maroc. Pour certains éléments, l'appartenance à la classe dirigeante ne se situe pas au niveau du Maroc, mais dans le contexte plus vaste d'un ensemble français. C'est le cas de la haute administration et dans une certaine mesure des grandes affaires. Le Maroc apparaît souvent comme une sorte d'étape provinciale nécessaire dans une carrière brillante ou comme un des éléments d'un jeu de vastes rivalités dont les données essentielles se situent sur un autre plan. Par ailleurs, les groupes dirigeants européens qui sont les plus lies au Maroc, comme les administrateurs politiques et les colons. sont eux mêmes très divisés dans leur conception de l'avenir du pays. Les uns tendent à instituer une sorte de despotisme éclairé devant aboutir, après une évolution lente, à une plus grande participation des Marocains au secteur moderne, dans des conditions proches de celles établies en Tunisie ou en Egypte. Les autres œuvrent pour aligner le Maroc sur l'Algérie et asseoir leur prépondérance de fait sur des bases juridiques plus solides au moyen de la « co-souveraineté ». Ces deux attitudes se révéleront aussi inadaptées l'une que l'autre à l'évolution de la société marocaine.

Depuis 1912, l'évolution de la classe dirigeante marocaine est passée par deux phases. Dans une première phase dont le terme se situerait en 1935, la classe dirigeante reste sensiblement ce qu'elle était au moment de l'établissement du protectorat. Lyautev avait voulu lui conserver son rôle dans le secteur traditionnel du pays, aussi bien sur le plan politique et administratif qu'économique. Elle bénéficie largement de la soumission des régions en dissidence où elle peut étendre librement son influence commerciale, pratiquer les prêts usuraires, exercer les fonctions de cadi ou même de caïd et occuper quelques emplois dans les cadres moyens de l'administration du protectorat. Mais au moment même où elle semble étendre son influence, son pouvoir véritable est miné par le développement d'un secteur moderne dont elle est soigneusement exclue. L'ostracisme est facile à établir en invoquant les critères propres de la société européenne: le savoir moderne. que les Marocains ne peuvent prétendre posséder au même titre que les colonisateurs. Une théorie du développement égal mais séparé s'établit et se justifie par la volonté de respecter les structures traditionnelles de la société marocaine. Elle aboutit înévitablement à la juxtaposition d'une société nouvelle florissante et d'une société décadente dont l'état constitue bientôt la justification de la première.

Devant le danger, la réaction de la classe dirigeante marocaine est assez lente à se produire. Les hommes qui avaient exercé le pouvoir avant 1912 étaient peu préparés à juger du développement de la société nouvelle. Ils en appréciaient les qualités extérieures, l'essicacité administrative, la sécurité des biens et des personnes, les commodités techniques. Ils exerçaient encore l'apparence d'un pouvoir ancien, sachant qu'ils n'étaient pas en mesure de pénétrer dans le monde nouveau de la technique. Mais ils s'efforçaient de permettre à leurs fils d'y participer à plein titre en leur ouvrant les écoles françaises dispensatrices de ce nouveau savoir 7. Cette polinque permit à quelques éléments issus de la bourgeoisie ou descendants de notables ruraux de bénéficier d'un enseignement moderne et d'une initiation réduite aux tâches administratives secondaires. Le paternalisme des colonisateurs favorisa aussi parfois auelques enfants de serviteurs ou de petits fonctionnaires. Les anciennes classes dirigeantes avaient donc réussi grâce à l'enseiquement moderne à assurer à leurs descendants un moyen d'accès à la société nouvelle. Cette ouverture restait limitée, car, en 1955, on pouvait estimer environ à un millier le nombre des jeunes Marocains ayant suivi un enseignement secondaire complet sanctionné par les deux baccalauréats.

L'armée était, surtout pour les jeunes Marocains issus des milieux de notables ruraux, un autre moyen de s'intégrer à la société moderne. La seconde guerre mondiale avait exigé un recrutement important d'officiers. La guerre d'Indochine maintint ce courant. L'administration du protectorat avait ensuite utilisé certains d'entre eux comme pachas ou caïds, amorçant ainsi, de façon indécise, une évolution qui l'aurait amenée à partager le pouvoir avec des dirigeants modernes du pays acceptant une présence française à caractère durable.

<sup>7.</sup> Dès 1908, le grand vizir exprime le vœu au nom du Makhzen que les programmes des collèges musulmans fussent identiques aux programmes des lycées français afin de permettre aux jeunes Marocains de poursuivre des études supérieures. La direction de l'Instruction publique s'efforça longtemps de limiter par des programmes différents l'accès des Marocains au baccalauréat. Voir Gaudefroy-Demombeynes (R.), L'œuvre française en matière d'enseignement au Maroc, Paris, Paul Geuthner, 1928, pp. 131 sqq.

Sur un autre plan, la bourgeoisie citadine, à commencer par celle de Fès, amorce une reconversion qui l'amène à réclamer la prise en charge d'une partie du secteur économique moderne. Sans renoncer à son rôle commerçant de jadis, elle transporte le centre de ses activités de Fès à Casablanca. A l'occasion de la crise mondiale et de la guerre, elle prend conscience des contrôles et des restrictions imposés par les pouvoirs publics au développement de ses activités. Qu'il s'agisse de licences d'importation, de permis de construire ou d'autorisations de transport, ses désirs d'expansion sont limités par des règles, et parfois par des discriminations, venant des autorités administratives. Le danger devient plus grand lorsque les représentants des prépondérants européens font campagne pour l'octroi d'assurances juridiques garantissant leur présence durable.

La classe dirigeante marocaine, qui avait accepté la tutelle étrangère pour entreprendre une modernisation du pays, se serait à la rigueur accommodée d'étapes qui lui auraient assuré la restitution d'un pouvoir accru; elle ne pouvait, en aucun cas, accepter comme définitive une situation qui sanctionnait son éloignement des affaires publiques. Les erreurs de l'administration et la conjoncture internationale précipitèrent l'évolution d'une situation de conflit d'où sortira la classe dirigeante marocaine actuelle.

### III. LA CLASSE DIRIGEANTE DEPUIS L'INDEPENDANCE Continuité et contradictions

La lutte pour l'indépendance n'a pas apporté de profonds bouleversements au sein de la classe dirigeante marocaine. Entamée à l'origine par la bourgeoisie et par le roi, en réaction contre l'expansion menaçante des prépondérants français, elle s'appuie sur un courant mondial qui, après 1945, entraîne l'effritement des anciens empires coloniaux, et cherche à mobiliser à son profit une large fraction de l'opinion publique française. En conséquence, la stratégie du mouvement nationaliste sur le plan interne n'est pas fondée sur un recours systématique à la violence. Celle-ci n'apparaît le plus souvent qu'à la suite des maladresses de l'administration du protectorat. Aussi, en dépit de la crise latente dans la periode 1945-1953, les structures de la société marocaine ne sont pas bouleversées. Une lente évolution amène les jeunes de la bour-

geoisie des villes et même des grandes familles caïdales à militer au sein de l'Istiqlal, alors que leurs pères ou leurs oncles occupent des fonctions importantes dans le Makhzen ou entretiennent de bons rapports avec les autorités du protectorat. Ces dernières ne pourront donc pousser très loin la répression contre les cadres du mouvement nationaliste sans risquer de s'aliéner les notables traditionnels.

Dans la période 1953-1955, la lutte se durcit. La compromission des notables compense un engagement de plus en plus violent de la jeunesse dans le mouvement nationaliste. Les arrestations et le terrorisme font apparaître une nouvelle catégorie de dirigeants issus des milieux urbains prolétarisés. Pour eux, l'action nationaliste est le prolongement d'une lutte sociale mettant en cause aussi bien les structures politiques et économiques du protectorat que la situation des anciennes élites marocaines. Le danger est ressenti à la fois par les dirigeants bourgeois du mouvement national et par une fraction libérale de l'administration du protectorat. Un compromis se dessine bientôt sur la base de l'indépendance politique et du maintien des structures économiques anciennes. Au moment de la discussion des accords d'Aix-les-Bains, le poids de la résistance rurale, traditionnaliste et loyale au Trône, vient équilibrer le terrorisme urbain.

La fin du protectorat amène donc une nouvelle substitution des rôles; cette fois la classe dirigeante marocaine récupère au moins en partie le contrôle du secteur moderne qui aurait été créé sans sa participation. Le changement est net dans le secteur politique où la totalité du pouvoir passe très rapidement entre les mains de la bourgeoisie par l'intermédiaire du parti de l'Istiqlal. La brièveté de la lutte et les compromis de l'indépendance permettent le maintien d'une assistance technique nombreuse qui assure aux dirigeants politiques marocains la disposition d'un ensemble administratif et d'un réseau de commandement qui conserve son efficacité. Mais l'économie reste sous le contrôle des Européens et la bourgeoisie marocaine n'a pas au début la volonté arrêtée d'y apporter des changements profonds. Elle semble surtout soucieuse de s'intégrer à la classe économique moderne tout en conservant certaines formes de comportement qui rappellent sa situation dans le Maroc d'avant 1912.

Un équilibre instable fait de complicités et d'envie s'établit entre les anciens dirigeants étrangers et la nouvelle classe politique. Cette situation donne à la longue une impression d'immobilisme. Aucun groupe ne s'estime en mesure d'apporter à lui seul une solution aux problèmes importants, mais chacun s'emploie activement à neutraliser les efforts des groupes voisins. Il en résulte, d'une part, des initiatives désordonnées et parfois dangeureuses pour l'unité profonde du pays, d'autre part, une tendance fâcheuse des individus à retirer de leur situation le maximum d'avantages à court terme, faute de pouvoir participer à une transformation rapide des structures.

La classe politique constituée au lendemain de l'indépendance à partir des cadres de l'Istiqlal et de personnalités cautionnées par Mohamed V reste depuis lors fermée sur elle-même en dépit de nombreux bouleversements superficiels. La rupture avec l'ancienne classe dirigeante du protectorat est en apparence définitive, mais les liens familiaux qui avaient joué au profit des jeunes cadres du nationalisme dans la période précédente empêchent également une épuration trop sévère.

La classe politique comprend actuellement les hommes politiques exerçant des fonctions au sein du gouvernement, des partis et des syndicats, mais elle empiète également sur la haute administration. Les parlementaires ne jouent pas encore un rôle important en tant que tels, mais seulement certains d'entre eux du fait de leur appartenance individuelle à l'un des groupes précédents. Peu nombreuse, la classe politique compte moins d'un millier de membres. Elle subit d'autant plus les remous qui agitent l'opinion publique depuis l'indépendance. Au-dessus de toutes les oppositions, il existe une sorte d'esprit de camaraderie entre les principaux participants à la vie politique qui donne le ton des rapports réels. Ces liens, dont l'importance s'estime mal, sont dûs soit à des alliances familiales, soit à une communauté d'épreuves endurées dans la lutte contre le protectorat et le partage de responsabilités au sein du vieil Istiqlal, soit encore à des amitiés de collège ou d'études en France qui se situent pour beaucoup dans un passé trop proche pour être déjà oublié. Jusqu'à une date récente, les conflits n'avaient pas réussi à effacer ces éléments de solidarité humaine entre dirigeants. Ils permettent encore de faciliter certains contacts et d'amorcer des rapprochements. Le même facteur rend aussi difficiles les tentatives d'union, car les rivalités personnelles l'emportent vite sur les rapprochements de programme.

Si l'étude ne portait que sur les partis et les groupes dirigeants. elle serait incomplète, car le roi a su depuis l'indépendance conserver et même accroître ses prérogatives. Mohamed V est revenu d'exil en héros national et l'Istiqlal s'est alors résigné à laisser le roi mener seul les négociations pour l'indépendance. Son pouvoir en est sorti restauré dans l'intégrité de ses attributions d'avant 1912, mais, en outre, le transfert de l'administration établie par le protectorat s'effectue sous son autorité. S'il cède alors la gestion de vastes secteurs à l'Istiqlal, il se réserve le contrôle direct de l'armée et de la police. Grâce à son pouvoir de nomination, la classe politique se trouve placée sous sa dépendance. Dans un premier temps, il n'intervient pas directement et son pouvoir ne sert qu'à équilibrer l'influence du parti dominant. A partir de 1960 Mohamed V puis Hassan II prennent la direction du gouvernement. Mais, jusqu'en janvier 1963, ils partagent leurs responsabilités avec les dirigeants de l'Istiqlal, tout en plaçant leurs hommes, anciens militaires, hommes politiques dissidents des partis, dirigeants des partis minoritaires, ainsi que quelques membres de la famille royale aux postes les plus importants. Tant qu'il existe un roi, aucun parti unique n'est possible, sauf celui qui aurait son soutien. La bourgeoisie marocaine lui fournit les cadres dont il a besoin. Il connaît ses ambitions et ne désire sans doute pas lui laisser acquérir trop de puissance. Car l'Istiqlal souhaiterait volontiers, à l'image du protectorat, maintenir très haut le prestige du roi pour exercer par son intermédiaire une autorité que le pays n'accepterait pas sans résistance si elle se révélait directement. Plus tard l'U.N.F.P. voudra le mettre en tutelle et limiter son rôle en s'appuyant sur une théorie de la monarchie soumise à la volonté populaire dont il serait l'incarnation véritable.

Pour toutes ces raisons, le roi a su depuis l'indépendance assurer sa liberté d'action en opposant les uns aux autres les éléments de la classe dirigeante qui attendaient avec impatience de recueillir son héritage tout en se servant de son prestige. Pour se maintenir comme arbitre, il n'hésitera pas à aller plus loin que ne le souhaiteraient certains groupes de la bourgeoisie. Il sera également tenté de conserver tous les éléments qui constituent une part de son pouvoir actuel, qu'il s'agisse de la religion ou des rapports traditionnels de la monarchie et de la classe politique, et il serait inexact de limiter son influence à ses partisans officiels.

Au premier abord, on peut diviser la classe dirigeante politique en deux groupes: les partisans d'un pouvoir effectif exercé par le roi, et ses adversaires. Ses partisans ne constituent pas un groupe entièrement cohérent. La plupart se sont retrouvés au sein du F.D.I.C. (Front de défense des institutions constitutionnelles) créé en mars 1963 pour soutenir l'action du roi et gagner les élections aux assemblées prévues par la Constitution votée en décembre 1962. Ce mouvement regroupait, autour d'un noyau constitué par des personnalités appartenant au gouvernement, des dirigeants du Mouvement populaire comme le docteur Khatib et Mahjoubi Ahardane, des anciens dirigeants du P.D.I., des libéraux independants, des personnalités ayant autrefois appartenu à l'Istiqlal et surtout connues depuis longtemps pour leur fidélité au roi comme Laghzaoui et Ahmed Bahnini, et même certains membres de la famille royale comme le prince Moulay Ali. Il était animé par le plus proche collaborateur du roi, Ahmed Réda Guérida, qui exerçait pratiquement alors les fonctions de vice-président du Conseil. La devise du parti était celle de l'Etat : Dieu, la Patrie, le Roi. Mais si le souverain laisse agir ses partisans, il a pris soin de ne jamais cautionner personnellement le F.D.I.C., de façon à pouvoir désavouer ses dirigeants ou pour le moins arbitrer leurs différends.

Constituée par opposition à l'Istiqlal et à l'U.N.F.P., l'unité du F.D.I.C. est devenue fragile du fait même de son succès. En mai 1964 la crise latente entre les anciens éléments du Mouvement populaire et les personnalités indépendantes d'origines diverses composant le parti a éclaté. Ces derniers ont fondé le Parti Socialiste Démocratique. La majorité des ministres en font partie, à commencer par le Premier ministre qui est également président du parti. Le secrétaire général, véritable animateur du parti, est encore Ahmed Réda Guédira, actuellement ministre des Affaires étrangères. Les dirigeants du P.S.D. sont en majorité issus de familles bourgeoises connues. Mais les bourgeois fassis y sont en minorité par rapport à ceux de Rabat, Salé ou Marrakech et les anciennes familles Makhzen y possèdent plus de représentants que la bourgeoisie commerçante. Cependant certains éléments issus de la bourgeoisie fassie ayant rompu de longue date avec l'Istiqlal y jouent un rôle important comme le Premier ministre, Ahmed Bahnini, le directeur des Phosphates, Laghzaoui, ou le ministre de l'Information, Moulay Ahmed Alaoui. Les membres des professions libérales, avocats, médecins, les hommes d'affaires et les fonctionnaires dominent aux échelons supérieurs. La plupart ont une formation moderne d'origine française, acquise au Maroc ou

en France, et professent une certaine admiration à l'égard des institutions de la Ve République et de son président. Ils sont proches de la bourgeoisie européenne du xixe siècle dans leur désir d'un libéralisme restreint à des élites. Ils souhaitent un rapprochement économique avec l'Europe et connaissent peu le Moven-Orient ou le considèrent avec une certaine méfiance, ainsi que l'Algérie. Leurs sympathies profondes iront plutôt, en Afrique, à des pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire qu'aux anciens membres du groupe de Casablanca. Ils prévoient pour leur pays une évolution lente en collaboration avec l'Europe et sans bouleversement des rapports sociaux actuels. Cette attitude ne les pousse pas cependant à partager leur pouvoir avec la minorité européenne installée au Maroc. Par le biais d'une marocanisation qu'ils souhaiteraient volontiers voir étendre de l'administration au secteur privé agricole, industriel et commercial, ils pensent récupérer dans un avenir proche la plupart des fonctions exercées iusqu'alors par les Européens. La doctrine de ce groupe va du despotisme éclairé du jeune technocrate dirigiste au libéralisme intégral du commerçant, qui voudrait ne rencontrer aucune entrave dans ses rapports d'affaires avec l'étranger. L'unité d'action avec le Mouvement populaire continue au sein du gouvernement et du Parlement sous l'arbitrage du roi. Les liens personnels entre dirigeants des deux partis sont d'ailleurs nombreux. Ainsi le ministre de l'Intérieur, propre frère du docteur Khatib, président du Mouvement populaire et de la Chambre des représentants, estil un des dirigeants nationaux actifs du P.S.D.

En opposition aux tendances économiques et politiques du P.S.D., le Mouvement populaire représente un certain conservatisme rural. Cette tendance se rencontre surtout auprès de certains gros éleveurs ou gros propriétaires fonciers exploitant encore leurs terres par l'intermédiaire de khammès 8. La plupart appartiennent à des familles berbères ayant fourni des caïds avant 1912 et parfois au temps du protectorat, ce qui les fait appeler féodaux par l'opposition. Ils forment une bourgeoisie rurale très structurée et ne veulent pas, par le biais de la réforme agraire ou de confiscations politiques, faire les frais de la transformation nécessaire du monde rural. Si leur mode de vie traditionnel ne leur permet pas toujours de tirer de leurs propriétés le maximum de profit, il leur procure cependant un prestige et une influence que ne leur

<sup>8.</sup> Métayers au cinquième.

assurerait pas une situation d'exploitants modernes. Mais en plus des notables ruraux berbères, le Mouvement populaire regroupe également de jeunes cadres politiques et administratifs. Séduits par son attitude d'opposition anarchisante, ils bénéficient aussi du fait que ce parti manque des cadres modernes de responsabilités. qui dans les autres partis sont réservés aux cadres politiques de la génération de l'indépendance. Leur rivalité avec le P.S.D. se borne à une contestation de rôle dans l'exercice du pouvoir. Elle n'exclut pas au niveau des dirigeants une alliance cimentée par une fidélité inconditionnelle à la monarchie. Tous font confiance au roi et à lui seul pour arbitrer les rivalités qui peuvent surgir entre les groupes pendant la période longue et difficile, nécessaire pour sortir le pays du sous-développement. Lorsque des sacrifices doivent être consentis, ils ne les acceptent que s'ils ne bénéficient pas en premier lieu à d'autres groupes, en particulier à la bourgeoisie commerçante d'origine fassie.

Des rancunes tenaces sont nées après 1955 alors que le parti de l'Istiqlal semblait vouloir confisquer l'indépendance à son profit et soumettre le reste du pays à sa direction. Constitué en parti dominant, il s'efforçait de réaliser l'unité du pays que d'autres ne concevaient que sous l'autorité du roi. L'échec de cette tentative et la scission de 1959 lui ont ôté beaucoup de son dynamisme. Sa place actuelle dans l'opposition ne saurait durer, car, si l'Istiqlal ne se résigne pas facilement à renoncer à la direction des affaires publiques, il préfère encore accepter l'arbitrage du souverain que de voir mettre en cause par d'autres le rôle dirigeant de la bourgeoisie.

La plupart des hommes qui ont accédé au pouvoir en 1955 appartiennent alors à l'Istiqlal. Mohamed V, auréolé par sa participation active au Mouvement national, apparaît plus comme une sorte de président d'honneur du parti que comme une force rivale. On accepte à ce titre son influence modératrice, qui permet aux « Jeunes Turcs » de se définir sur des positions plus avancées. Le triomphe de l'Istiqlal est d'abord celui des grands bourgeois qui ont dirigé le parti avant l'indépendance. La plupart ont un passé nationaliste ancien. Certains ont appartenu à la « vieille garde » (9) et participé aux premières manifestations du parti. Ceux d'entre eux qui, comme Balafrej, Abdeljalil, Lyazidi, Mohamed El Fassi, Abdelkrim Benjelloun, possèdent une formation moderne, font partie

des premiers gouvernements. Les leaders de formation traditionnelle comme Allal El Fassi ou Boubker Kadiri, devront attendre la scission de 1959 pour retrouver un rôle politique de premier plan. Si les éléments modernes se rencontrent en majorité au sein du groupe des ministres de l'Istiqlal, les autres membres des instances supérieures du parti sont plutôt de formation traditionnelle. Un trait commun les rapproche cependant : l'appartenance à des familles de la bourgeoisie commerçante de Fès. Cet aspect se remarquait déjà dans l'Istiqlal des premières années de l'indépendance. Il devient dominant à partir de la scission de 1959. Une fraction importante de la bourgeoisie fassie a modernisé des affaires et en a transporté le siège à Casablanca dès avant 1941. Elle entend bien user des rapports strolts qu'elle entretient avec la classe politique pour obtenir les faveurs de l'Etat. Les licences d'importation de textiles, les autorisations de transport public, les crédits et les marchés de l'Etat sont des sources normales de profits qui lui sont dues à cause du soutien financier apporté au parti dans la lutte pour l'Indépendance. Les postes intéressants dans les administrations sont également attribués en fonction de savants réseaux d'innuence où les liens de famille, l'appartenance au même parti et à la même cité ont parfois plus d'importance que la valeur propre du candidat.

L'Istiqual recueille après l'indépendance le soutien de la plupart des jeunes cadres, frais émoulus des écoles et des universités françaises. Ne pouvant obtenir le contrôle de l'ensemble du secteur politique du fait de l'induence royale, il les place à des postes de confiance de l'administration dans le but de pouvoir mieux contrôler l'appareil d'Etat au cas où une crise surviendrait. Car, si les hommes de l'Istiqlal acceptent de façon temporaire l'hégémonie du roi, ils entendent bien obtenir à bref délai le pouvoir réel. Ils considèrent la phase des débuts de l'indépendance comme une période transitoire. Cette tactique suppose une unité sans faille du parti. Or, certains groupes ne peuvent alors accepter l'immobilisme de la bourgeoisie. Pendant la lutte pour l'indépendance, on a vu s'adjoindre, à la vieille garde bourgeoise, de jeunes intellectuels socialisants d'origine citadine modeste, comme Ben Barka ou Bouabid, et des dirigeants syndicaux comme Mahjoub ben Seddik, secrétaire général de l'U.M.T. (Union marocaine du travail). Ces fractions espèrent chacune réaliser l'unité du parti à son profit. Leurs rivalités aboutiront à la scission de janvier 1959.

Il est donc difficile de caractériser les équipes de l'Istiqlal sans tenir compte de cette première phase de l'histoire du parti. Certes l'Istiqlal s'est ensuite reformé autour de la « vieille garde » et de son leader Allal El Fassi. Il serait cependant trop sommaire de définir l'idéologie des dirigeants de l'Istiqlal comme un conservatisme bourgeois et islamique. La personnalité d'Allal El Fassi, qui exerce une influence déterminante sur ce groupe, ne peut se réduire à ces simples données. Il est seul à partager avec le roi une sorte de pouvoir charismatique dû à ses dons de meneur de foule et à son passé de militant. Le trait dominant de son idéologie est sans doute un nationalisme poussé dans ses conséquences extrêmes et

<sup>9.</sup> Voir Ashford (Douglas E.), Political change in Morroco, Princeton University Press, 1961, pp. 219 sqq.

un sens profond de la tradition musulmane. Ces attitudes le conduisent au socialisme par un souci d'indépendance nationale et de justice sociale inspirée du Coran. Sa culture islamique est très vaste, mais sa curiosité à l'égard de la culture européenne est plus grande que son dédain apparent ne le laisserait supposer. Son « Autocritique » publiée dans Al Istiqlal en 1957 et ses articles laissent voir une connaissance étendue des courants d'idées occidentaux. Mais ils montrent aussi une interprétation confuse de ces realites et toujours un extrême souci de trouver des justifications religieuses à son attitude. Par tous ces traits, Si Allal est représentatif d'une fraction importante de la bourgeoisie marocaine qui subit une transformation profonde sans vouloir renoncer à ses traditions propres. Les autres leaders de la vieille garde de l'Istiqlal ne se dissérencient pas nettement de l'attitude d'Allal El Fassi. même lorsqu'il s'agit d'hommes ayant reçu une formation moderne, comme Lyazidi ou Abdeljalil. Seuls les jeunes dirigeants comme Douiri, Boucetta et une équipe de jeunes fonctionnaires à la limite de l'administration et de la politique active, poursuivent en fait des objectifs qui dans la réalité se différencient des buts et des méthodes d'Allal El Fassi. Bien que leur vénération pour lui soit évidente ils sont souvent plus proches de l'U.N.F.P. que des autres dirigeants du parti.

Quant aux militants et aux cadres de l'Istiqlal, ils sont en majorité de formation traditionnelle. Ainsi les inspecteurs du parti dans les différentes provinces sont presque tous des anciens « alem » de l'Université Karaouyne, et plus proches d'Allal El Fassi que des dirigeants formés à l'occidentale. Les problèmes du Moyen-Orient, l'unité arabe, le renouveau de l'Islam retiennent plus leur attention que les affaires européennes. Cette attitude trouve un écho certain dans la bourgeoisie citadine dont l'activité économique principale est orientée vers le commerce d'importation et la revente des objets manufacturés exigeant un haut degré de libéralisme 10. Le profit y est plus important que dans l'investissement à l'intérieur du pays. Cependant depuis quelques années, les achats d'immeubles de rapport constituent des investissements nouveaux pour cette bourgeoisie. Ils débouchent quelquefois sur des expériences limitées d'industrialisation, entreprises avec un fort appui de l'Etat. Plus fréquents, les achats de fermes passés avec la complicité de l'administration, lorsqu'il s'agit de terres de colonisation, créent une bourgeoisie rurale moderne dans les grandes plaines côtières. Cette tendance devrait se développer dans les années à venir. Mais pour le moment elle est loin d'équilibrer la forme traditionnelle la plus courante de placement des capitaux citadins: l'élevage de bétail en association avec les ruraux sur des terres collectives. Or ce système ruine les ruraux, empêche la formation d'un capital stable et entretient l'opposition entre villes et campagnes.

L'investissement commence donc à devenir une des préoccupations de la bourgeoisie citadine et constitue la base d'une forme moderne de puissance due à l'accumulation de richesses productives. Cependant leur masse ne pourra atteindre une importance sensible tant qu'une large part des revenus devra nécessairement être consacrée à des dépenses somptuaires nécessaires pour se procurer une clientèle nombreuse. Car, en fin de compte, la puissance d'un individu, ou plutôt d'une famille, se mesure plus encore à l'importance de ses alliances ou au nombre de ses obligés qu'à la masse de ses biens.

Ainsi, par ses caractères généraux, le groupe des dirigeants de l'Istiqlal correspond-il sans doute le plus souvent aux réactions de la bourgeoisie et de la classe moyenne marocaines. Il est probable que si d'autres forces n'avaient pas limité son expansion, il aurait réussi au lendemain de l'indépendance à assurer son hégémonie. La monarchie aurait été conservée comme symbole et caution de l'autorité imposée aux autres groupes sociaux et ethniques. Les conflits qui se seraient produits nécessairement à l'intérieur du parti, comme la scission qui a donné naissance en 1959 à l'U.N.F.P., se seraient résolus par l'élimination des minoritaires, si l'Istiqlal avait contrôlé tous les moyens du pouvoir.

Le groupe des dirigeants de l'Union nationale des forces populaires (l'U.N.F.P.) est sans doute le plus difficile à définir. Presque tous sont des anciens de l'Istiqlal, mais venus au parti après 1944. Ils sont d'origine plus modeste que les dirigeants de la « vieille garde » et comptent de nombreux intellectuels de formation moderne : avocats, professeurs, techniciens, administrateurs et étudiants. Leur éloignement des affaires publiques après 1960 a laissé des vides, car c'est dans leur groupe que se recrutaient les éléments qui avaient le sens des réalités d'un Etat moderne. Leur nationalisme s'est souvent teinté de marxisme au cours de séjours dans les universités françaises. Sensibles aux problèmes du déve-

<sup>10</sup> Von Bousquer (Marie), «Les rapports de la bourgeoisie et de la monarchie au Maroc», Les Temps modernes, avril 1962, pp. 1483-1492.

loppement économique et conscients du retard de leur pays, ils souhaitaient imposer les contraintes nécessaires pour opérer les transformations de structure que les autres membres de la classe dirigeante admettent en principe, mais refusent en pratique.

Favorables à un système de parti unique, ils comptaient aussi imposer leurs vues à l'intérieur du parti; les gouvernements de coalition, les compromis avec la vieille garde et avec le Palais leur paraissaient des solutions de transition. Persuadés que le temps travaillait pour eux, ils espéraient alors rallier les autres dirigeants à leurs vues ou pour le moins renforcer leur position dans l'administration et dans le parti. En fait, l'immobilisme des premières années de l'indépendance les a presque autant atteints aux yeux de l'opinion que les autres dirigeants. Victimes de leur tactique, ils ont été facilement éliminés par leurs adversaires. Ils ne surent pas acquérir les positions de force qu'ils visaient et d'autre part la situation du pays n'était pas assez détériorée pour persuader un plus grand nombre de l'exactitude de leur point de vue. Faute de pouvoir appliquer strictement leur programme socialiste, les ministres U.N.F.P., en particulier Abderrahim Bouabid, pratiqualent une politique de dirigisme d'Etat. Leur sympathie les porte maintenant vers le gouvernement Ben Bella, le Baath syrien et Nasser, à la fois pour le socialisme et l'unité arabe, Leur attitude à l'égard des communistes est plus ambiguë. C'est sous le gouvernement d'Abdallah Ibrahim que le Parti Communiste fut interdit au Maroc. Depuis lors, une certaine unité tactique est pratiquée dans l'opposition, mais le Parti Communiste semble en retirer peu de profits.

Si l'Istiqlal est plutôt attiré par l'Orient et la culture arabe, le F.D.I.C. par l'Europe, l'U.N.F.P. est difficile à définir sur ce plan. Le renouveau du Moyen-Orient exerce une sorte de fascination sur certains dirigeants, mais la majorité d'entre eux sont de culture française et reçoivent leurs informations par ce canal. Leurs sympathies vont en ce domaine aux intellectuels et aux groupements de gauche qui appartiennent eux-mêmes à l'opposition. Un journal commé France-Observateur ou un mouvement comme le P.S.U. donnent de bons équivalents français de ce courant.

La force du mouvement est difficile à estimer. Depuis leur départ du gouvernement en 1960, les dirigeants de l'U.N.F.P. ont surtout multiplié les contacts avec les pays arabes du Moyen-Orient et avec l'Algérie. Ils semblent attendre peu de changements de l'évolution propre du Maroc. Ils placent leurs espoirs dans une contagion révolutionnaire s'effectuant par l'exemple, voire par l'intervention de l'Algérie. Cependant, si le référendum de décembre 1962 a été pour eux un échec, les élections communales de 1960 et les élections législatives de mai 1963 ont montré leur force dans les grandes villes du littoral atlantique. On remarque une audience particulière dans la classe moyenne citadine, chez les cadres et les jeunes ayant une formation moderne. Une discipline spontanée leur a permis de faire élire dans les grandes villes des professeurs ou des avocats qui n'étaient guère connus jusqu'alors en face de personnalités de l'Istiqlal ou du F.D.I.C. La région du Souss est aussi sous leur emprise.

Ainsi le groupe des dirigeants U.N.F.P. se présente-t-il comme un groupe de petite bourgeoisie et de classe moyenne assez nette-

ment opposé au monopole politique de la monarchie et à la domination de la grande bourgeoisie de l'Istiqlal ou du F.D.I.C. Ce groupe se renforce, mais il est encore loin de pouvoir imposer son programme au pays par des voies entièrement démocratiques. Cependant son absence des institutions crée un vide difficile à combler et pousse sans doute vers des solutions extrêmes ses dirigeants qui seraient prêts à composer avec un régime où le souverain jouerait encore un rôle déterminant.

L'U.M.T. apporte son soutien aux dirigeants de l'U.N.F.P. Ce syndicat possède sa propre organisation et ses cadres assurent a la base l'implantation locale de l'U.N.F.P. Ses dirigeants n'ont jumais accepté de se fondre entièrement au sein d'un parti politique, même avant la scission de l'Istiqlal. Méfiants à l'égard des dirigeants issus de la haute bourgeoisie, ils restent réservés à l'égard des cadres de l'U.N.F.P., qu'ils considèrent comme des intellectuels sans troupes. Ils tiennent à garder leur autonomie de façon à obtenir le maximum d'avantages pour les ouvriers. Constituant l'organisation la plus puissante du Maroc, leur ambition tend à dépasser le cadre syndical pour atteindre le niveau politique.

Les dirigeants de la résistance, souvent d'origine très modeste, soutiennent également l'U.N.F.P. Mais beaucoup estiment avoir été frustrés de leur victoire après l'indépendance: S'ils ont obtenu certains avantages matériels en récompense de leur action, ils ambitionnent une plus grande place dans l'Etat et accusent les partis politiques d'avoir monopolisé le pouvoir à leurs dépens.

A l'image du pays, les dirigeants appartenant à l'administration ne forment pas un groupe très homogène. Les hauts fonctionnaires sont nommés de façon discrétionnaire par décret royal pris sur proposition du ministre compétent, et révoqués dans les mêmes conditions. Ils appartiennent aux familles de la bourgeoisie citadine ou rurale, qui dominent également le secteur politique. Il leur arrive fréquemment de passer d'un domaine à l'autre. En 1955, les hauts postes administratifs laissés vacants par le départ des Français ont été attribués aux jeunes diplômés des universités, à d'anciens militants du mouvement national ou encore à des fonctionnaires subalternes de l'administration française. Depuis lors, ceux qui ont su ménager les équipes qui ont successivement occupé le pouvoir, tout en

restant attentifs au désir du Palais et même très attentifs aux fluctuations politiques, ont pu continuer à jouer un rôle de premier plan.

Le groupe de hauts fonctionnaires que l'on peut ranger parmi la classe dirigeante compte au plus 300 membres. Parmi les militants nationalistes qui avaient été nommés en grand nombre après l'indépendance, seuls sont restés ceux qui avaient une formation moderne et quelques anciens fonctionnaires subalternes. La plupart des hauts fonctionnaires marocains sont des hommes jeunes, ayant une moyenne d'âge proche de 35 ans. Ils exercent leurs responsabilités généralement avec brio, souvent avec compétence mais rarement avec détermination et sens du service public. Des liens de solidarité et de connaissance existent entre eux et aussi avec la classe politique. Leurs responsabilités sont immenses a un age où l'énergie ne devrait pas être déjà usée par l'accomplissement d'une carrière. Pour beaucoup, il en résulte une volonté de puissance qui s'exprime à la fois dans la vie quotidienne et par le désir de se constituer une sorte d'empire administratif. Leur comportement est difficile à définir, car il est fait de jeunesse d'esprit, d'imitation de l'ancienne administration et du désir d'égaler les réalisations étrangères qu'ils découvrent au cours de multiples missions à travers le monde. Ils sont l'image du Maroc nouveau. mais, à quelques années de distance, ils touchent encore au passé profond du pays.

Mis à part les dirigeants de l'armée et de la police, qui conservent à l'intérieur de l'administration des caractères particuliers dûs à leurs fonctions, on peut classer les hauts fonctionnaires en trois groupes; les administratifs, les financiers, les techniciens. L'ancienne administration laissait le premier rôle à une administration d'autorité qui par sa permanence arrivait à imposer ses vues aux autres services. Il semble que les secteurs traditionnels de l'administration d'autorité, Intérieur et Justice, aient perdu de leur importance au niveau des services centraux. En revanche, les gouverneurs des provinces ont acquis un pouvoir plus grand; leurs subordonnés sont nommés avec leur assentiment et souvent sur leur proposition, ils étendent leur tutelle aux services extérieurs des autres ministères et jouent un rôle déterminant dans l'élection des assemblées tant locales que nationales. D'origine diverse, on compte cinq officiers supérieurs en activité, deux ayant appartenu à l'armée, trois anciens fonctionnaires de l'Intérieur, un dirigeant du P.D.I. ayant participé à la fondation de l'U.N.F.P., un médecin, un président de cour d'appel, un ancien dirigeant de syndicat agricole membre d'une grande famille de Chorfas, enfin deux gouverneurs directement apparentés au souverain. A cause de leur rôle politique, les gouverneurs dépendent plus du roi que du ministre de l'Intérieur. Ils sont en fait placés sur le même rang que les ministres. Plusieurs anciens gouverneurs ont été nommés ministres, hauts commissaires ou directeurs de services importants dans les administrations centrales.

Les financiers sont peu nombreux et trouvent plus de moyens d'action dans les établissements publics comme la Banque d'Etat, la Banque nationale de développement économique (B.N.D.E.), la Caisse de dépôt et de gestation et le Bureau d'études et de participations industrielles (B.E.P.I.), qu'au Ministère des finances. Ils n'ont pas encore joué un rôle de premier plan dans un secteur où les politiques marocains partageaient surtout leur pouvoir avec des techniciens en majorité étrangers et sans que la marge de pouvoir de décision, ni les moyens propres ne soient assez importants pour permettre de mener une politique cohérente. Mais depuis le remaniement ministériel du 23 novembre 1963 on compte deux membres de ce groupe parmi les sous-secrétaires d'Etat ayant des attributions économiques et financières.

En fait, le groupe qui se signale le plus est celui des techniciens purs, ingénieurs, agronomes, ingénieurs des mines ou des ponts et chaussées marocains, qui dirigent d'importants services administratifs ou des établissements publics. Ils sont les principaux bénéficiaires des interventions de l'Etat dans le secteur économique, interventions qui se sont multipliées depuis l'indépendance. Formés dans les écoles et dans l'administration françaises, ils ont souvent conservé les traditions et les rivalités des écoles et corps d'ingénieurs. Moins soumis aux changements politiques du fait de leur spécialisation, ils sont favorables à une industrialisation qui pourrait tout aussi bien être menée par les dirigeants de l'U.N.F.P. que par le roi. Seule la bourgeoisie commerçante traditionnelle a des intérêts opposés aux leurs et supporte mal les contraintes dirigistes qu'ils sont tentés d'imposer. Ce groupe de technocrates est sans aucun doute un des noyaux les plus dynamiques de l'administration marocaine, mais son énergie s'exerce parfois aux dépens mêmes de l'Etat. Un grand souci d'efficacité ne s'allie pas toujours à un même souci de l'intérêt général. On aboutit ainsi à une sorte de féodalisme administratif avec la possibilité d'alliances mettant en péril l'autorité de l'Etat.

Quelques assistants techniques français continuent dans l'ombre de directeurs ou de ministres marocains à jouer un rôle plus important que leurs attributions officielles. Ils sont en fait plus influents que dirigeants. Leur présence ajoute souvent un facteur d'envie pour les chefs de service marocains, qui supportent non sans irritation de voir des responsabilités importantes confiées à des étrangers. Ils comparent par ailleurs leurs traitements limités à ceux souvent plus importants des assistants techniques et sont tentés d'aligner leur genre de vie sur eux. Il en découle parfois quelques abus au détriment de l'Etat.

Dans l'ensemble, les hauts fonctionnaires constituent un groupe d'autant plus important que, par des moyens divers (autonomie des provinces, création d'établissements publics), ils s'efforcent d'accaparer le pouvoir de décision appartenant au groupe politique sans encourir les mêmes risques ni les mêmes responsabilités. Il s'agit d'un groupe jeune, d'origine bourgeoise, de formation moderne. Un souci d'efficacité peut dans l'ensemble les rendre aussi favorables à un programme de gauche qu'à un programme dynamique soutenu par la monarchie. Ayant accédé jeunes aux responsabilités, ils bloquent pour longtemps les hauts postes de la hierarchie administrative. Une pression des échelons inférieurs ne devrait pas tarder à se manifester. Elle risque d'entraîner de leur part certains réflexes de conservatisme.

L'armée constitue au sein de l'administration un noyau privilégié. Elle est par excellence l'instrument du roi qui a lui-même, étant prince héritier, exercé les fonctions de chef d'Etat-Major <sup>11</sup>. On ne peut dire pour autant que le Maroc soit un Etat militaire. Tout juste pourrait-il le devenir si les autres moyens de l'Etat étaient défaillants.

Les officiers supérieurs actuellement en fonction proviennent tous de l'armée française ou de l'armée espagnole. Ils ont souvent participé à la seconde guerre mondiale et à la guerre d'Indochine. La majorité d'entre eux sont d'origine rurale berbère et de formation française. Issus de l'école militaire de Dar El Beïda près de Meknès, après avoir suivi les cours de l'ancien collège berbère d'Azrou, ils diffèrent autant par leur origine que par leur formation des autres membres de la classe dirigeante. Aussi disposés

que leurs collègues français à considérer la politique comme un sacteur de désordre, ils ne sont pas enclins à un excès de saveur à l'égard des dirigeants de l'Istiqlal, citadins trop bourgeois, ou de ceux de l'U.N.F.P., trop intellectuels et hostiles à l'armée. Ces deux groupes les tiennent par ailleurs en suspicion, à la fois du fait de leur ancienne appartenance à l'armée française ou espagnole et à cause de la force qu'ils représentent en face de leurs ambitions propres. Cependant, jusqu'alors leur attitude se caractérise par le souci de ne pas intervenir dans la vie politique du pays, sauf si une nécessité impérieuse dictait leur action. Leurs rapports avec les hommes politiques au pouvoir ne sont guère meilleurs que ceux qu'ils entretiennent avec l'opposition. Leur fidélité est acquise à la monarchie seule et à la personne même du souverain actuel qui a dirigé personnellement plusieurs de leurs opérations, à Tarlaya, dans le Rif et à Agadir. Depuis lors, l'armée constitue son instrument préféré et il est tenté de mêler ses cadres à la vie des autres secteurs du pays, en particulier à l'administration. Ils fournissent déjà une part importante des gouverneurs et des agents d'autorité dans les régions les plus difficiles du pays, encadrent la Promotion nationale, construisent des écoles ou des maisons communales. Mais leur pénétration dans le secteur économique et technique de l'activité de l'Etat est presque nulle.

Dans la classe dirigeante marocaine, les cadres supérieurs de l'armée font figure d'ensemble homogène possédant une tradition et constituant une force redoutable en réserve. Ils ne semblent pas vouloir poursuivre d'ambitions propres. Mais ces remarques que l'on peut faire pour les officiers supérieurs actuels ne seront sans doute plus aussi exactes pour les officiers promus après l'indépendance. La proportion de Berbères y est moindre, l'origine citadine plus fréquente, ainsi que les contacts avec les milieux politiques. Plus exigeants du fait d'un avancement moins rapide que dans les autres secteurs administratifs, ils sont moins neutres à l'égard de la politique que leurs anciens. Si l'on trouve encore une majorité correspondant à l'image classique du militaire apolitique, on commence à voir apparaître parmi eux des officiers politisés comme au Moyen-Orient. Le jour où certains d'entre eux accéderont aux commandements d'unités, des interventions dans la politique pourraient se produire.

A la différence de l'armée, il n'y a pas dans la police de tradition antérieure à l'indépendance. Laghzaoui, grand bourgeois d'affaires de Fès, a organisé la police au lendemain de l'indépendance. Il en a fait un instru-

<sup>11.</sup> Voir Ammoun (André), «Les F.A.R. et le trône marocain», Etiides méditerranéennes 8, nov. 1960.

mem efficace, fidèle au roi, et dont les cadres font peu parler d'eux. Sans doute plus politisée que l'armée, la police est actuellement dirigée par un militaire. Son organisation est identique à celle de la Sûreté nationale française. Ses cadres supérieurs sont pour la plupart issus de l'école du Mont-Dore. Moins séparée par leur origine des autres membres de la classe dirigeante que les cadres de l'armée, la bourgeoisie garde une certaine réserve à leur égard du fait de leurs fonctions de surveillance.

#### Les milieux économiques

Les milieux économiques ont été jusqu'alors moins touchés par l'évolution qui s'est produite depuis 1955 que

tout autre secteur de la classe dirigeante. La prépondérance française y reste affirmée même si elle a dû subir des transformations. Les colons et les commerçants ont été les premiers touchés et ils se considèrent en sursis. Seuls les hommes d'un certain âge continuent à exercer leur métier tout en s'efforçant de préparer leur reconversion en France. La marocanisation de ce secteur est facile et tentante, car elle permet d'accroître sans risque le nombre des privilégiés. L'exemple de l'Algérie ou de la Tunisie devrait en accélérer le processus à court terme.

Les grosses affaires industrielles et commerciales ont mieux résisté. Certes la Banque de Paris et des Pays-Bas a perdu le contrôle de la Banque d'Etat, de l'énergie électrique et des Chemins de fer du Maroc, mais le transfert s'est effectué dans des conditions qui ne sauraient faire parler de spoliation. Depuis 1960, on assiste par ailleurs à l'extension des activités au Maroc de la Caisse des dépôts et consignations. Ses filiales jouent à la fois un rôle d'assistance technique et de maître d'œuvre pour des projets importants menés en association avec des établissements publics marocains. Une collaboration étroite s'établit ainsi entre les secteurs technocratiques marocains et français.

Le secteur industriel existant en 1955 est resté entre les mains de dirigeants français. Mais ces derniers sont loin d'intervenir dans la vie économique comme ils avaient coutume de le faire auparavant. Craignant toujours que leur attitude ne soit mal jugée, ils sont extrêmement soumis aux directives de la puissance publique marocaine. Leur soutien au gouvernement du roi est acquis, mais ils conservent également quelques sympathies à l'égard de l'U.N.F.P. qui par une politique de protection douanière et de modération syndicale avait facilité la reprise de leurs affaires après l'independance. Tout en conservant une position dominante, ils ont

perdu leur attitude dynamique. Certains ne songent qu'à tirer le plus de profit à court terme de leurs investissements, n'hésitant pas à compromettre l'avenir, ou encore à liquider au meilleur compte.

L'indépendance signifie donc à la fois le déclin du capitalisme bancaire et des petites et moyennes entreprises. Seuls se hasardent maintenant sur le marché marocain de grosses firmes industrielles, désireuses de profiter de la protection douanière pour obtenir une situation de monopole dans un secteur. Appuyées par leur gouvernement, elles réalisent en collaboration avec le capitalisme d'Etat marocain des entreprises de montage ou de fabrication de produits industriels. Le désir d'éliminer leurs concurrents d'un marché et les conditions d'amortissement rapide comptent plus que le souci de contribuer à l'industrialisation du pays. Par ailleurs, le gouvernement marocain se trouve plus influencé par les décisions de ces grosses affaires que par celles des entreprises installées avant 1955.

Les étrangers jouent donc encore au Maroc un rôle prépondérant dans le domaine économique, même s'ils ne sont plus en mesure de peser sur les décisions de l'Etat. Mais le simple maintien du statu quo aboutit à limiter l'expansion de la bourgeoisie marocaine. Pour diverses raisons, le gouvernement marocain a évité jusqu'alors d'apporter des changements brusques à cette situation. Au départ, une certaine satisfaction de récupérer les signes extérieurs de la souveraineté a fait laisser l'économie de côté. Plus tard, la crainte d'apporter des perturbations graves dans un domaine mal connu a limité les désirs d'interventions. Puis des liens de solidarité se sont créés entre les anciens dirigeants francais de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et les éléments de la bourgeoisie marocaine qui faisaient timidement leur entrée en ce domaine. Les associations de producteurs, les comités techniques et professionnels ont fourni le lieu de rencontre privilégié pour ces contacts. Les représentants marocains sont alors mieux placés pour défendre les intérêts de la profession aux veux des pouvoirs publics. Derrière eux, les dirigeants français interviennent discrètement. La campagne pour l'entrée du Maroc au Marché commun a été l'exemple-type d'une action commune de cet ordre.

Mais la bourgeoisie d'affaires marocaine n'a pas encore atteint sa pleine expansion. Les efforts de pénétration dans le domaine industriel restent timides et très dépendants du soutien de l'Etat. Le domaine privilégié de son activité est encore le commerce et la spéculation immobilière. Or le système interventionniste actuel ne s'accommode guère du libéralisme souhaité par les commerçants. En revanche, les commandes et marchés de l'Etat qui leur sont

attribués en priorité permettent à quelques affaires marocaines de faire des profits intéressants. Il en résulte une attitude d'ensemble assez indécise. D'un côté les entrepreneurs marocains souhaiteraient s'associer aux entrepreneurs étrangers pour mieux faire face aux pressions de l'Etat et maintenir les affaires industrielles et commerciales à un haut niveau technique. D'un autre, ils désireraient s'appuyer sur l'Etat pour éliminer les étrangers et étendre leur influence à l'ensemble du secteur, même s'il doit en résulter une baisse de capacité. Si la première attitude a été assez courante au début de l'indépendance, la seconde tend à s'y substituer. La bourgeoisie marocaine se sent maintenant en mesure, avec un Etat qui lui est favorable, de prendre la place occupée par les dirigeants français et supporte avec irritation les entraves que comporte la situation actuelle. En outre, le secteur économique d'Etat semble en mesure de jouer un rôle dirigeant véritable en collaboration avec la haute bourgeoisie et les grosses affaires industrielles ou bancaires étrangères. Loin de concurrencer le secteur privé. l'Etat est devenu pour ce dernier un soutien pour les initiatives hasardeuses. Les principaux bénéficiaires de cette politique sont la bourgeoisie fassie de Casablanca et certains hommes d'affaires qui appartenaient autrefois à l'U.N.F.P. Tous sont prêts à racheter à bon compte des entreprises étrangères et en créer de nouvelles avec l'appui de l'Etat. Mais il n'y a pas encore de banque privée ni de grosses affaires industrielles marocaines. La puissance économique de la bourgeoisie reste trop largement fondée sur le commerce d'importation et la spéculation pour pouvoir s'orienter du jour au lendemain vers ces investissements dont elle laisse le risque à l'Etat.

### Le domaine culturei

La dépendance de la classe dirigeante marocaine à l'égard de l'ensemble français est encore plus marquée en ce domaine qu'en d'autres (12). Il n'y a pas à proprement parler de presse maro-

caine qui ait une audience dans les élites comparable à celle de journaux français comme Le Monde, L'Express, France-Observateur ou Le Canard enchaîné. La classe dirigeante s'informe et pense en français. Les décisions importantes dans l'administration et la politique sont prises en cette langue. Les textes juridiques y sont rédigés blen que ce soit la version

12 Voir Ashford (Douglas E.), Second and third generation elites in the Maghreb, Bureau of Intelligence and Research, U.S. Department of State, 1964.

arabe qui fasse foi. Les programmes scolaires sont encore imprégnés des exemples français et plus de 8 000 enseignants français travaillent dans les établissements scolaires marocains depuis l'enseignement primaire jusqu'au supérieur. De plus, une mission culturelle importante qui dispense un enseignement de type entièrement français se voit assiégée de demandes d'inscriptions d'enfants de la classe dirigeante marocaine, qui désire leur voir suivre cet enseignement considéré comme privilégié. Les principaux nims français, les spectacles de théâtre et même les vedettes du musichail parisien viennent au Maroc et se produisent devant un public où les éléments européens et marocains sont à égalité.

Sur un plan général, possèder une culture française de niveau secondaire ou supérieur est déjà à l'intérieur de la société marocaine une sorte de hrevet de bourgeoisie. Le même langage, les mêmes habitudes, la vie dans les mêmes quartiers constituent un élément de solidarité très important. La classe dirigeante française n'a plus un rôle fonctionnel important à remplir au Maroc; elle a cependant transmis un modèle de comportement enlurel qui marque la société marocaine. Si aucun changement brusque me se produit, la classe dirigeante marocaine sera dans quelques années très assimilée au modèle français, d'autant plus que de nombreux mariages mixtes auront donné des enfants pour lesquels la double culture sera un élément fondamental.

\* \*

Le souci d'étudier les différents domaines où s'exerce, dans le cadre d'un Etat moderne, le pouvoir de décision d'une élite conduit à présenter un tableau très cloisonné et rationalisé de la classe dirigeante marocaine. En fait les groupes dirigeants actuels, politiques, administratifs ou techniciens sont tous issus de l'ancienne classe dirigeante et se complètent plus qu'ils ne s'opposent. La première génération a, du temps du protectorat, effectué le passage des élites traditionnelles au monde moderne, préparant ainsi le gouvernement et l'administration d'aujourd'hui. De nos jours, la bourgeoisie marocaine veille avec un soin jaloux à ce qu'un enseignement de qualité soit donné à ses enfants dans les écoles de la Mission culturelle française, préservant par là le développement de futures générations de techniciens, soustraits aux aléas de la politique d'arabasition. Dans quelques années, les médecins et les ingénieurs seront issus en grand nombre de ce groupe social, préparant ainsi une nouvelle mutation de la classe dirigeante.

L'élément qui frappe le plus en prenant le recul d'une cinquantaine d'années est la continuité des réseaux familiaux à travers touts les contingences d'une histoire mouvementée. Certes la transmission de l'héritage n'a pas ici la signification qu'elle peut avoir en pays de droit romain. Les fortunes se dispersent avec une rapidité due au grand nombre d'enfants des familles aisées. Mais le

nom, l'appartenance à une famille, à un groupe constituent pour l'individu une richesse et souvent le seul avantage dont il peut facilement se prévaloir auprès des membres du même groupe social. Ces pratiques prolongent l'effet de réseaux familiaux déjà constitués dans le Maroc d'avant 1912. Les divisions fonctionnelles ont parfois moins d'importance que les affinités datant du passé. Ainsi des classes dirigeantes distinctes qui s'étaient constituées dans chacune des grandes villes de bourgeoisie voient leur champ d'action étendu à l'échelle nationale; pour les élites rurales, les solidarités ethniques créent des effets identiques. A partir de ces données de base, la communauté de culture et de formation des élites modernes crée également des situations nouvelles qui dépassent le cloisonnement fonctionnel. En outre, les membres de la classe dirigeante sont relativement faciles à substituer les uns aux autres du fait de l'absence de structures rigides.

Les Européens et les Israélites qui par maints aspects participent à la vie de cette classe dirigeante ne constituent pas les éléments dominants, car ils ne sont acceptés que dans la mesure où ils servent de soutien à l'activité de la bourgeoisie marocaine musulmane. Il est certain que ce groupe souhaite maintenant prendre en main à la fois ses intérêts propres et l'avenir du pays. Pour beaucoup, le souverain reste l'arbitre suprême entre les groupes et assure un lien avec la masse. D'autres souhaitent limiter son rôle pour assumer directement le contrôle des transformations sociales à venir. Tous ressentent un certain décalage entre eux et le corps du pays. Leur origine citadine, leur culture moderne, le mode de vie européen, la richesse et le luxe constituent des obstacles qui éloignent la classe dirigeante du pays et lui rendent difficile le contact nécessaire avec les ruraux traditionalistes ou avec le prolétariat urbain. En 1912, une dissociation identique avait amené les dirigeants à chercher refuge dans le protectorat. Décidés aujourd'hui à assumer leurs responsabilités, ils font cependant preuve de timidité à poser les vrais problèmes. La recherche d'appuis économiques extérieurs permet de retarder des choix aux conséquences difficiles à prévoir. Cette fuite devant les difficultés et les insuffisances du pays peut être lourde de conséquences 13. En cas d'echec, la classe dirigeante serait sans doute tentée de profiter de sa situation actuelle pour se survivre en tant que groupe. D'autres éléments moins ouverts sur le monde extérieur, plus imprégnés de culture arabe et islamique, s'apprêteraient à lui succéder. Une plus grande diffusion d'un enseignement d'un niveau intellectuel moins élevé que celui dont a bénéficié la classe dirigeante actuelle devrait activer l'apparition de couches nouvelles. L'administration locale et parfois la vie politique sont déjà le domaine d'action d'éléments plus jeunes, formés dans le pays depuis l'indépendance. Ils ne possèdent généralement pas le niveau de culture de leurs aînés, mais semblent plus représentatifs du pays et de ses déchirements. Mais avant qu'une nouvelle classe dirigeante moderne puisse se faire accepter, les conflits seraient nombreux et violents.

La monarchie constitue actuellement le lien le plus solide entre la classe dirigeante et le pays en majorité rural. Une dépendance mutuelle existe entre le roi et les élites bourgeoises modernes. Elle devrait permettre d'accomplir les étapes nécessaires et de tempérer, par un sens de la continuité nationale, les égoïsmes du moment. A défaut d'un parti unique impossible, le despotisme éclairé est sans doute encore la meilleure formule pour faire évoluer le pays en conservant son unité.

<sup>13</sup> Voir le jugement sévère mais justifié que Frantz FANON porte sur la bourgeoisie nationale » dans Les damnés de la terre, Paris, Maspero, 1901, pp. 113 sqq.